

Nous entendons faire tous les efforts en notre pouvoir pour assurer, dans cette période de transition, un fonctionnement harmonieux du marché de l'énergie, notamment par des mesures sévères de conservation et par le développement de toutes nos ressources énergétiques. Nous souhaitons vivement que les pays producteurs de pétrole prennent en considération ces efforts et apportent aussi leur contribution.

Ces diverses activités nous paraissent indispensables pour permettre à tous les pays de disposer, dans le présent et dans l'avenir, d'approvisionnements énergétiques réguliers à des prix raisonnables, compatibles avec une croissance économique soutenue et non inflationniste : notre intention est de parvenir, par toutes les voies utiles, à une concertation de nos politiques, tant entre nous qu'avec les autres pays.

*

Les relations Nord-Sud

L'économie mondiale ne peut se développer régulièrement et d'une manière équitable que si les pays en voie de développement ont leur part dans cette croissance. Des progrès ont été faits. Les pays industrialisés ont maintenu un système de marché ouvert en dépit d'une récession profonde. Ils ont accru le volume de leur aide, celle, notamment, qui est consentie aux nations les plus pauvres. L'A.I.D. mettra quelque 8 milliards de dollars à la disposition de ces pays au cours des trois prochaines années. Grâce à notre action commune avec d'autres pour tenir l'engagement de cinquième reconstitution des ressources de cet organisme. Le F.M.I. a mis, l'an dernier, une somme supplémentaire d'environ 2 milliards de dollars à la disposition des pays en voie de développement au titre du mécanisme de financement compensatoire. Enfin, les pays développés, l'O.P.E.P. et d'autres pays en voie de développement, ont uni leurs efforts pour créer un Fonds international de développement de l'agriculture.

Les progrès ainsi effectués et l'esprit de coopération qui a prévalu peuvent fournir une excellente base de départ pour de nouvelles initiatives. La prochaine étape sera marquée par le succès de la Conférence sur la coopération économique internationale, et nous sommes convenus de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour y parvenir.

Nous nous efforcerons :

1. d'accroître le flux d'aide et des autres ressources réelles allant des pays industrialisés aux pays en voie de développement — au bénéfice, notamment, des huit cents millions de personnes qui vivent actuellement dans un état de pauvreté absolue — et améliorer l'efficacité de cette aide ;
2. de faciliter l'accès des pays en voie de développement aux sources de financement international ;
3. d'apporter notre appui aux institutions multilatérales de crédit, telle la Banque mondiale, dont nous estimons que sa capacité de prêt devra être accrue au cours de ces prochaines années pour permettre d'accroître ses concours en termes réels et d'en élargir le champ ;